

Des tueurs hutus réfugiés en Tanzanie

Jean-Philippe Ceppi

Libération, 19 mai 1994

Soupçonnés d'avoir organisé les massacres de Tutsis au Rwanda, onze bourgmestres, membres du parti présidentiel, ont été placés en garde à vue.

L'homme a le visage couvert de cicatrices : « *Simple séquelle d'un accident de voiture* », affirme-t-il. Pieds nus, un maigre survêtement sur les épaules pour se protéger du froid et de la pluie, ses bras portent des marques de corde-toutes fraîches. Jean-Baptiste Gatete, « bourgmestre » de la ville rwandaise de Murambi de 1982 à juin 1993, vient de passer deux semaines pieds et poings liés au cachot de la prison tanzanienne de Ngara, à proximité du grand camp de réfugiés rwandais. En liberté surveillée, il campe à côté de la prison, entouré de « *quelques amis* » à la mine patibulaire, dépouillés de leurs vêtements. Certains sont des membres de la garde présidentielle, qui ont arraché leurs uniformes pour ne pas être reconnus. « *Quand Gatete a franchi le pont qui traverse la frontière entre la Tanzanie et le Rwanda* », raconte Jumbe Suleiman, commandant de la police tanzanienne pour la région, les gens ont commencé à crier : « *C'est Gatete, c'est un assassin, arrêtez-le ! Si nous n'étions pas intervenus, il aurait été exécuté.* » Avec Gatete, onze bourgmestres ont été désignés par la foule, pourtant à majorité hutue, comme eux, et arrêtés par la police « *pour leur propre sécurité* ».

Un enfant tutsi, rescapé d'un massacre à Rukara, est soigné dans l'hôpital de Gahini, à 40 km à l'est de Kigali.

Le nom de Jean-Baptiste Gatete circulait déjà depuis plusieurs mois à travers tout le Rwanda. Membre du parti de l'ex-Président Habyarimana, directeur de cabinet depuis juin 1993 au ministère de la Famille, Gatete serait à l'origine des exactions massives com-

misses dans le périmètre de sa commune de Murambi, avant et après la mort du Président. C'est lui qui aurait armé les populations civiles hutues, organisé l'entraînement des milices, appelé au meurtre des civils tutsis et des opposants politiques. « *Tout le monde à Murambi connaît Gatete et sait qu'il a les mains couvertes de sang*, affirme Dieudonné Ntigurirwa, un Hutu qui s'est en fui en même temps que l'ex-maire. *C'est un criminel de guerre qui devrait être jugé.* »

Rencontrée à l'hôpital de Ngara, où on soigne ses blessures, Théopiste, une jeune fille hutue, était la voisine de l'ex-bourgmestre : « *Le lendemain de la mort du Président, le 7 avril, Gatete est rentré de Kigali, à sa maison de Murambi. Il a empoigné son fusil, mis des grenades à sa ceinture et il a pris la tête des milices hutues qui sont parties en chasse dans la ville.* »

Gaston, un infirmier tutsi de MSF-Hollande, connaît bien Gatete : « *J'ai travaillé pour la Croix-Rouge à Murambi avant de m'enfuir à Kibungo, plus au sud. Je me suis réfugié à l'évêché, en compagnie de 2 500 Tutsis. Le 15 avril, l'armée rwandaise et les milices sont entrées dans l'église, elles ont ordonné aux Hutus de sortir. Par chance, j'ai une fausse carte d'identité hutue. Ils ont ensuite tiré dans la foule et jeté des grenades. A leur tête, j'ai reconnu Jean-Baptiste Gatete, armé jusqu'aux dents.* » Le jeune infirmier de MSF a retrouvé l'ex-maire et son brigadier de police Sans les rues de Ngara.

Le bourgmestre de Murambi n'est pas le seul à s'être échappé. Ceux de Rusumo, de Muhura, de Kibungo, toutes ces villes fameuses pour les exactions qui y ont été commises, ont trouvé refuge ici, au camp de Benako. « *J'étais en compagnie d'un groupe de journalistes quand j'ai croisé Jean de Dieu Mwangi,*

le dernier bourgmestre de Murambi et adjoint de Gatete, raconte Dieudonné Ntigurirwa. Il m'a fait jurer de ne rien dire sur les massacres. » Sous l'autorité de Mwangi, se trouvaient également les localités de Gahini, Kiziguro, où près de 800 personnes ont été tuées à la machette, comme l'attestent les témoignages recueillis par des journalistes. Les intéressés, bien sûr, nient en bloc. *« Il est vrai que l'on m'a dit qu'une trentaine de gendarmes ont massacré des gens à Kiziguro, se défend Jean-Baptiste Gatete. Mais moi-même, je n'ai jamais tué personne. Les gens qui nous ont désignés comme tueurs sont des éléments infiltrés, qui font de la propagande politique. Si j'étais un assassin, je ne serais jamais entré dans un ministère. »*

Le vice-bourgmestre de Muhura, François Ndayishimi, n'a, lui, pas été inquiété. Il est devenu l'interlocuteur naturel des réfugiés de Benako, en compagnie d'une poignée d'autres bourgmestres, auprès des organisations humanitaires et des autorités tanzaniennes : *« Ces accusations sont mensongères. Quant aux massacres, ce sont des réactions normales de vengeance de la population à la mort du Président. On dit que des femmes et des enfants ont été tués ? Mais ce sont des réactions proportionnelles à ce qu'a fait les militaires du Front populaire. »*

Parmi les autorités en charge du camp de Benako, pourtant, personne n'est dupe. Ainsi, le Haut-Commissariat aux réfugiés dispose d'un officier de sécurité chargé de remonter la trace de toutes les rumeurs. *« Nous savons qu'il y a des assassins parmi les réfugiés, que des miliciens se sont échappés, que des soldats ont retiré leur uniforme, confirme Jacques Franquin, porte-parole du HCR. Mais ce n'est pas à nous d'entamer des enquêtes de police et des poursuites judiciaires. Il faudrait un tribunal du type de celui mis en place pour poursuivre les Serbes de Bosnie. Mais qui tient vraiment à ce que cela se fasse au Rwanda ? »*

Quant aux Tanzaniens, ils sont en train de chercher un camp discret, un peu à l'écart, pour y replacer les bourgmestres : *« Bien que les accusations portées contre eux soient probablement fondées, que pouvons-nous faire ?, se plaint le commandant Suleiman. Ils n'ont commis aucune infraction sur le sol tanzanien et ne tombent pas sous notre juridiction. »*